

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

PRÉFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES
ET DE L'AMÉNAGEMENT

Bureau de l'aménagement du territoire
et des installations classées

Affaire suivie par :
Sylvie MERCERON

Téléphone : 02.47.33.12.43

Fax direction : 02 47.64.76.69

Mél : sylvie.merceron@indre-et-loire.gouv.fr

APMD.odt

ARRETE de MISE EN DEMEURE

SOCIÉTÉ CHROM'FLASH
97, RUE DE LA VICAIRERIE
SAINT-PIERRE-DES-CORPS

Le Préfet d'Indre-et-Loire, chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumis à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ; et notamment le II de l'article 3 et l'article 12 ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; et notamment l'article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13214 délivré le 17 juillet 1990 à la société METAL COLOR pour l'exploitation d'une unité de poudrage électrostatique sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps en Zone Industrielle des Yvaudières concernant notamment les rubriques 272.A.2 et 288.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; et notamment les articles 29 et 37 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18267 notifié le 10 décembre 2007 à la société METAL COLOR relatif à la mise en conformité des installations de traitement de surfaces à la directive IPPC ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré par la Préfecture d'Indre-et-Loire le 11 décembre 2012 à la société CHROM'FLASH ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 26 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les émissions atmosphériques émises au-dessus des bacs ne sont ni captées, ni épurées, avant rejet à l'atmosphère ;
- le bâtiment abritant les installations de traitement de surfaces ne dispose pas de dispositif de désenfumage ;
- les conditions de stockage des produits sont de nature à engendrer un risque de sinistre au sein de l'établissement (stockage de produits incompatibles entre eux, stockage de produits toxiques les exposant à l'humidité...) ;

- l'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée dans les délais impartis ;
- le stockage des déchets sur site n'est pas effectué dans des conditions techniques garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances (déchets d'emballage souillés non étiquetés et entreposés à proximité immédiate de la chaîne de traitement et des produits nécessaires au bon fonctionnement de l'installation).

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 29 et 37 de l'arrêté préfectoral susvisé; et du II de l'article 3 et de l'article 12 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CHROM'FLASH de respecter les prescriptions dispositions des articles 29 et 37 de l'arrêté préfectoral susvisé, et du II de l'article 3 et de l'article 12 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRETE

Article 1 – La société CHROM'FLASH exploitant une installation de traitement de surfaces sise 97, rue de la Vicairerie sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté, les dispositions :

- de l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1990 susvisé :
 - *« Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère » ;*
- de l'article 37 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1990 susvisé :
 - *« [Le stockage des déchets] doit être fait dans des conditions techniques garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. Notamment toutes les prescriptions imposées pour le stockage et l'emploi des produits de traitement (article 27) doivent être respectées » ;*
- du II de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé :
 - *« Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique ou manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès » ;*
- de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé :
 - *« [...] Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposée à l'abri de l'humidité [...] » ;*
- de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :
 - *« Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée [...] ».*

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – L'exploitant peut introduire un recours au tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée.

Il peut également contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.


Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la société CHROM'FLASH.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le **26 OCT. 2016**

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur de Cabinet,


LOÏC GROSSE

